

## **Centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach (68)**

**Marché de Maîtrise d'œuvre pour le remplacement de châssis  
vitrés fixes par des ouvrants et la pose de caillebotis en façade des  
quartiers d'hébergement**

### **REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)**

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

**Le 20 janvier 2025 avant 12 heures**

<b>ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – LISTE DES DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 – CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE CLASSEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 8– DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D’ATTRIBUER LE MARCHE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 9 - VOIES DE RECOURS .....</b>	<b>13</b>



## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

### 1.1 – OBJET DU MARCHÉ

Le centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach a été réceptionné par le maître d'ouvrage le 24 juin 2021. Cet établissement de 520 places est composé de 22 bâtiments (dont 3 bâtiments hors enceinte), pour une surface totale d'environ 35 000 m<sup>2</sup> SHON.

**La présente consultation porte sur une mission de maîtrise d'œuvre pour le remplacement de châssis fixes (environ 488) par des châssis ouvrants vitrés et la pose de caillebotis en façade des quartiers d'hébergement (7 bâtiments) du centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach (68). Les travaux se dérouleront en site occupé.**

Les éléments de missions rentrant dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre sont décrits dans le l'AE-CCP.

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

### 1.2 – DECOMPOSITION DU MARCHÉ

#### Tranche ferme

La tranche ferme du marché inclut les éléments de mission suivants :

1. Etudes d'avant-projet (**AVP**)
2. Etudes de projet / Dossier de consultation des entreprises (**PRO/DCE**)
3. Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (**ACT**)

#### Tranche optionnelle 1

La tranche optionnelle 1 du marché inclut les éléments de mission suivants :

4. Visa des études d'exécution (**VISA**)
5. Direction de l'exécution des travaux (**DET**)
6. Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et durant la période de garantie d'achèvement (**AOR/GPA**)

#### Tranche optionnelle 2

La tranche optionnelle 2 du marché inclut l'élément de mission suivant :

7. Etude d'amélioration du confort thermique d'été

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement de chacune des tranches optionnelles en application de l'Article R.2113-6 du code de la commande publique. L'affermissement des tranches optionnelles fera l'objet de décisions du pouvoir adjudicateur qui seront notifiées au titulaire.

La notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle 1 pourra intervenir au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la fin de mission ACT de la tranche ferme. Aucune indemnité de dédit et/ou d'attente ne seront versées au titulaire le cas échéant.



La notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle 2 pourra intervenir au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de l'admission de l'AVP de la tranche ferme. Aucune indemnité de dédit et/ou d'attente ne seront versées au titulaire le cas échéant.

### 1.3 - ALLOTISSEMENT

Les prestations ne sont pas alloties au sens de l'article L2113-10 du code de la commande publique.

## ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1 - MODE DE PASSATION

Il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée ouverte en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4, R. 2123-5 et R. 2123-6 du Code de la commande publique.

### 2.2 – DUREE PREVISIONNELLE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

La durée prévisionnelle du marché est de **33 mois** à compter de la notification du marché (y compris 12 mois de GPA).

### 2.3 – VARIANTES

#### Variantes obligatoires

La présente consultation ne comprend pas de variante obligatoire.

#### Variantes libres

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

### 2.4 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées sur le site du centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach (68). Des réunions sont à prévoir dans les locaux de l'APIJ au Kremlin-Bicêtre (94).

### 2.5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent Règlement de Consultation.

### 2.6 – FORME QUE DEVRA REVETIR LE GROUPEMENT ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ

La consultation est ouverte :

- aux prestataires individuels susceptibles d'exécuter les prestations par leurs moyens propres,
- aux groupements conjoints avec mandataire solidaire,

- aux groupements solidaires.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit au candidat de présenter plusieurs candidatures à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement.

## **2.7 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 3 – LISTE DES DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS**

La liste des documents remis aux candidats est la suivante

### **3.1 -PIECES ADMINISTRATIVES**

- le présent Règlement de Consultation (RC) et ses annexes ;
  - Annexe 1 : Cadre de réponse candidature ;
  - Annexe 2 : Cadre de réponse du mémoire technique ;
- l'Acte d'engagement-Cahier des Clauses Particulières (AE-CCP) et ses annexes :
  - Annexe 1 – Descriptif des missions,
  - Annexe 2 – Tableau de répartition des honoraires entre cotraitants par mission
  - Annexe 3 – Acte spécial de sous-traitance,
- Note de synthèse de présentation de l'opération.
- la Décomposition du prix global et forfaitaire ;

Pour des questions de sécurité et de confidentialité des données, le programme technique détaillé de l'opération, présentant les spécificités techniques et exigences programmatiques des châssis vitrés ne sera communiqué qu'au titulaire du marché, après notification.

## **ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

*Nota bene - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur.*

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les plis dématérialisés seront composés d'un dossier de candidature et d'un dossier d'offre :

#### **4.1 – DOSSIER DE CANDIDATURE**

**Documents à fournir permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.**

Ce dossier devra renseigner sur :

La situation juridique du candidat

- Une **lettre de candidature** complétée, avec, en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 version du 01/04/2019) ; en cas de groupement, une seule lettre de candidature est requise.
- Si le **candidat est en redressement judiciaire**, au sens de l'article L.631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, pour le candidat ou chaque membre du groupement.

Les capacités financières, professionnelles, techniques

Les informations suivantes devront être complétées dans **le cadre de réponse fourni en annexe 1** du présent règlement de consultation. Pour chaque candidat ou membre du groupement :

▪ Capacités financières

Une déclaration concernant le **chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires** du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2) et à reporter dans le cadre de réponse.

▪ Capacités professionnelles et techniques

1. Une déclaration indiquant Les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

Les candidats sont invités à compléter l'annexe au présent RC Cadre de réponse candidature.

2. Chaque candidat (candidat unique ou groupement) présentera **4** références de projets en lien avec l'objet du marché. Les références du groupement, portant sur des projets réalisés au cours des 5 dernières années, devront témoigner de la capacité du groupement à :
  - Réaliser des projets de menuiserie extérieure et serrurerie avec des enjeux de sécurité et sureté
  - Réaliser des travaux en site occupé avec des conditions d'exploitation complexe et des enjeux de sécurité et sureté

Pour chaque référence le candidat précisera dans l'annexe 1 au présent RC « Cadre de réponse candidature » prévu à cet effet :

- la nature du projet et sa localisation
- le donneur d'ordre (dénomination complète avec coordonnées),
- le calendrier de l'opération,
- le montant (H.T.) des travaux
- le montant (H.T.) de la mission réalisée.

- caractéristiques particulières de l'opération (projet en site occupé, continuité d'exploitation, ...)

**Si plus de 4 références sont présentées, les 4 premières dans l'ordre chronologique de présentation seront prises en compte.**

Les candidats sont invités à utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature, dernière version du 1er avril 2019 disponible gratuitement sur le site : [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires)

Les candidats pourront présenter une attestation de bonne exécution des travaux pour les références les plus importantes, précisant s'ils ont été effectués dans les règles de l'art et s'ils ont été menés à bonne fin.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, il justifie des capacités de ceux-ci (en produisant les mêmes documents pour l'opérateur économique que ceux requis pour les candidats) et du fait qu'il en dispose, en produisant un engagement écrit de ces opérateurs économiques.

Tout opérateur économique qui n'est pas en mesure de fournir le(s) élément(s) demandé(s) ci-dessus, notamment en raison de sa date récente de création, peut prouver ses capacités professionnelles, techniques et financières, par tout autre moyen.

Les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Afin de faciliter une présentation optimale des éléments ci-dessus ainsi que la bonne complétude des dossiers, **il est demandé aux candidats de se servir du cadre de réponse préparé par l'APIJ en annexe 1 du présent règlement de consultation.**

Le candidat indiquera **une adresse courriel valide** pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media privilégié pour l'ensemble des échanges le cas échéants. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

Le cadre de réponse au format informatique sera remis au format source, modifiable et au format PDF.

Les dossiers de candidature devront être constitués uniquement des éléments listés dans la présente annexe. Aucun autre élément ne sera pris en compte dans le cadre de l'analyse des candidatures.

## **4.2 – DOSSIER D'OFFRE**

Un dossier offre comportant en un exemplaire original les pièces suivantes :



1. L'**acte d'engagement- cahier des clauses particulières (AE-CCP)** complété, et ses annexes :
2. Annexe 1 : **Cahier descriptif des missions**
3. Annexe 2 : **Tableau de répartition de la rémunération entre cotraitants par mission** complété
4. Annexe 3 : **les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement complétées**, pour tous les sous-traitants désignés au marché (modèle d'acte de sous-traitance annexé à l'AE-CCP) ;
5. La décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) complétée cadre à accepter sans modifications
6. **Le mémoire technique (cadre de mémoire technique en annexe 2 du RC)** détaillant les dispositions que le prestataire entend adopter pour assurer la bonne exécution du marché et pour la prise en compte des spécificités de l'opération.
  - L'organisation détaillée de l'équipe dédiée à l'exécution de ce marché, en phase études et en phase de suivi d'exécution, avec le rôle des personnes et présentation de leur expérience professionnelle. Ce document comprendra le nom, le curriculum vitae et les expériences professionnelles récentes détaillées de la personne et de ses collaborateurs qui auront la charge de la mission
  - Méthodologie envisagée pour les phases de conception et de réalisation.

Des annexes peuvent être intégrées pour les moyens humains dédiés (CV, formation etc.).

## ARTICLE 5 – CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE CLASSEMENT DES OFFRES

### 5.1- JUGEMENT DES CANDIDATURES

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Les candidatures seront examinées au regard des niveaux de capacité économique, financière et technique du candidat ou du groupement candidat, appréciés au vu des renseignements demandés au point 4.1 du présent document.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités du groupement est globale.

**Nota :** *Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.*





L'offre économiquement la plus avantageuse sera désignée après application des critères énoncés ci-dessous :

CRITERES	DESIGNATION	PONDERATION
<b>Prix</b>	Le prix sera apprécié au regard du montant forfaitaire mentionné dans l'Acte d'Engagement	<b>40 points</b>
<b>Valeur technique</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La qualité et la pertinence des moyens humains affectés à l'opération, notamment les CV et l'expérience professionnelle des intervenants (notamment en intervention sur menuiseries et interventions en site occupé et complexe avec de fort enjeu de sûreté) affectés à l'exécution de la mission et la répartition des tâches (30 points)</li><li>- Pertinence de la méthodologie proposée pour la phase de conception (15 points) ;</li><li>- Pertinence de la méthodologie proposée pour la phase de réalisation tenant notamment compte du contexte particulier de l'intervention en site pénitentiaire occupé (15 points) ;</li></ul>	<b>60 points</b>

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer, lors de l'examen des offres, les décompositions ou sous-détails des prix ayant servi à l'élaboration du prix qu'il estimera nécessaires.

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié ; ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

### **- 5.3- NEGOCIATIONS**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer directement le marché, sans négociations, sur la base des offres initiales.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**APIJ**

AGENCE PUBLIQUE  
POUR L'IMMOBILIER  
DE LA JUSTICE

Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.

## **ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES**

### **6.1 TRANSMISSION ELECTRONIQUE DU PLI**

**Conformément à l'article L.2132-2 du code de la commande publique, les documents du marché sont obligatoirement transmis par voie électronique, sur le site PLACE (plateforme des achats de l'Etat) à l'adresse suivante :**

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2666194&orgAcronyme=d3f>

Ils devront, dans tous les cas, parvenir à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus et seront détruits.

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

### **6.2 SIGNATURE ELECTRONIQUE :**

Conformément à l'article L2132-2 du nouveau code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement
- Les pouvoirs des cotraitants envers le mandataire le cas échéant

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

Toutefois, à l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du destinataire
- A l'outil de signature utilisé.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soient pas trop volumineuses.

Le candidat qui effectue une transmission électronique de sa candidature et de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support physique électronique ou sur un support papier. En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement et les annexes financières devront être signés au moyen d'un certificat électronique conforme au RGS (voir ci-dessus).

L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde doit être scellée et comporter la mention lisible «copie de sauvegarde ».

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus dans l'arrêté relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

### **6.3 TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE**

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support papier ou support électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

En cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- la Lettre recommandée électronique :
  - o Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf](#) ([ssi.gouv.fr](http://ssi.gouv.fr))
  - o Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard](#) ([europa.eu](http://europa.eu))



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

APIJ

AGENCE PUBLIQUE  
POUR L'IMMOBILIER  
DE LA JUSTICE

- tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique »

En cas de transmission par voie papier, cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

**« copie de sauvegarde – APIJ – Maîtrise d'œuvre pour les travaux de remplacement de châssis vitrés fixes par des ouvrants et la pose de caillebotis en façade des quartiers d'hébergement »**

et doit :

- Soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h à 17h) contre récépissé à la Direction juridique et des marchés à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice 56-69 Avenue de Fontainebleau – 94270 Kremlin Bicêtre
- soit être adressée sous pli recommandé avec accusé de réception à l'Agence publique pour l'Immobilier de la Justice - direction juridique et des marchés - 56-69 Avenue de Fontainebleau – 94270 Kremlin Bicêtre.

La copie de sauvegarde est ouverte :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Les offres devront, dans tous les cas, parvenir à l'APIJ avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les offres qui seraient remises, après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenues.

#### Assurance et frais de transport :

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux –mêmes.

## **ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **huit jours** avant la date limite de remise des offres une demande écrite via la plate-forme PLACE, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2666194&orgAcronyme=d3f>

Une réponse sera alors adressée à tous les concurrents via la plateforme.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.



## **ARTICLE 8– DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ**

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires. En cas de non-respect par un des candidats provisoirement retenus, du délai imparti, ou de fourniture de documents non valables, son offre sera rejetée.

Dans ce cas de figure, c'est le candidat suivant selon le classement des offres qui se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

Les candidats seront informés individuellement du résultat de la consultation dès que le représentant du pouvoir adjudicateur aura fait son choix.

## **ARTICLE 9 - VOIES DE RECOURS**

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun :

- Référé précontractuel prévu à l'article L.551-1 du code de justice administrative avant la signature du marché
- Référé contractuel prévu à l'article L. 551-13 du code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché
- Recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



AGENCE PUBLIQUE  
POUR L'IMMOBILIER  
DE LA JUSTICE

\*\*\*\*\*

*Annexe 1 : Cadre de réponse du candidat*

*Annexe 2 : Cadre de mémoire technique*